

NUCLÉAIRE : LA VOIE DÉLAISSÉE



DR
Par Norbert Ladoux, chercheur à l'institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

Simples citoyens, hommes politiques, médias, associations et lobbys : tout le monde a un avis tranché sur les déchets nucléaires. Mais personne ne pose correctement le débat. Il existe en effet deux voies possibles en matière de gestion des déchets radioactifs. La première consiste à les stocker en l'état ; la seconde, à récupérer les matières utilisables pour la fabrication d'un nouveau combustible – c'est l'opération de retraitement effectuée en France dans les usines

de la Hague – et à conditionner les déchets ultimes avant de procéder au stockage définitif.

Dans une optique de long terme, le choix de l'une ou l'autre de ces deux voies peut déboucher sur des résultats très différents. Le combustible issu du retraitement est en effet recyclable dans des surgénérateurs, dont quelques exemplaires ont déjà fonctionné dans le monde, et pas seulement dans des réacteurs nucléaires classiques. Ce processus permet la multiplication par un facteur cinquante environ de la quantité d'énergie électrique qu'il est possible d'extraire d'une même quantité d'uranium naturel. Autrement dit, les surgénérateurs permettraient à la fois de desserrer la contrainte environnementale (la technologie est non émettrice

de CO₂) et la contrainte liée à l'épuisement des ressources en énergies fossiles.

Pourtant, malgré ses atouts, la technologie des surgénérateurs est aujourd'hui dans un état de quasi-abandon, alors que, dans le même temps, les gouvernements des principaux pays industrialisés ont décidé d'engager collectivement des dépenses très importantes pour la recherche sur la fusion, de l'ordre d'une dizaine de milliards d'euros sur vingt ans.

Si une telle valeur doit être accordée à une alternative aux énergies actuelles, comment peut-on passer sous silence la question du retraitement-recyclage des combustibles usés et leur possible recyclage dans des surgénérateurs ?

Cet étrange paradoxe s'explique d'abord par l'opposition historique des Etats-Unis à toute idée de retraitement, motivée par la crainte que celui-ci ne favorise la prolifération de l'arme nucléaire. Mais cela n'empêche pas, de la part de l'administration américaine, un certain pragmatisme. Ainsi, la majorité des réacteurs nucléaires du futur, dont la liste a été établie par des experts internationaux réunis à son initiative, fait appel au retraitement. Un exemple que l'Europe ferait bien de suivre.

“En dépit de ses atouts, la technologie des surgénérateurs est dans un état de quasi-abandon.”

Leçons allemandes

L'économie allemande s'est ralentie depuis 1990 : à peine plus de 1 % de croissance par an, contre 3,5 % durant la seconde moitié des années 80. Aujourd'hui, l'Allemagne nous offre pourtant des leçons. D'abord sur les causes de ses revers économiques qui sont dus, pour une grande partie, au ratage de deux unions monétaires en moins de dix ans. Car une parité sur les salaires entre deux économies, dont l'une ne représentait qu'à peine le quart de la productivité de l'autre, ne peut conduire, sauf exception, qu'à l'échec : 2 millions d'« Ossies » (sur 16 millions au départ) ont émigré vers l'Ouest depuis la chute du mur, alors que l'objectif de cette décision était d'enraciner chez eux les citoyens de l'ex-RDA. Cette dernière reste paupérisée et dépendante des subventions de l'Ouest.

Mais la gouvernance de l'euro s'est également révélée inefficace : la politique monétaire établie en fonction de la situation moyenne de la zone a été excessivement restrictive outre-Rhin ; l'indifférence à l'égard du taux de change s'est révélée pénalisante pour une économie allemande fortement exposée au-delà de l'Eu-

rope alors même que le taux d'entrée du mark dans la monnaie unique était déjà inapproprié.

En second lieu, les difficultés de l'Allemagne ont montré le poids de l'inadaptation de ses structures d'après-guerre face aux défis de la globalisation et du vieillissement. Le modèle allemand qu'on vantait il y a vingt ans – système des relations sociales, formation, banque-industrie, consensus social... – a servi de repoussoir dans la période récente. Pourtant l'Allemagne va mieux que la France et l'Italie, et elle construit un socle de croissance plus solide et durable. Sa compétitivité s'est considérablement renforcée au cours des dernières années grâce à des efforts de productivité, des restructurations importantes et des réformes ambitieuses. Les dernières élections ont montré la rigueur des propositions et la longueur des horizons, qui tranchent avec l'improvisation et la gesticulation observées chez les deux autres grandes puissances d'Europe continentale.

La grande coalition n'est pas nécessairement un handicap. La CDU et le SPD sont d'accord sur le maintien de réformes importantes. Depuis le début du xx^e siècle, l'Allemagne a montré que les erreurs de stratégie économique coûtent cher, mais elle a prouvé qu'il n'y a pas non plus de fatalité au déclin.



H. DE OLIVEIRA
Par Jean-Pierre Petit, directeur de la recherche économique chez Exane BNP Paribas.